Déclaration lors du meeting d'O. BESANCENOT :

Nous sommes ici mes camarades de la chimie et moi-même pour témoigner et surtout alerter le candidat Olivier Besancenot de la situation alarmante de notre activité ici en Moselle Est.

Nous travaillons sur la plate-forme chimique de Carling/St Avold.
Pour replacer les choses dans leur contexte, cette plate-forme ne formait qu'une seule entité chez ELF ATOCHEM.
Puis suite à la fusion des 3 grands pétroliers TOTAL, ELF ET FINA la plate forme devient la propriété du groupe Total première entreprise du CAC 40 avec plus de 13 milliards de bénéfice.

Il y a 3 ans, par souci de rentabilité TOTAL se sépare de sa chimie en créant deux nouvelles sociétés.

- Le groupe Chimique ARKEMA, introduit en bourse au mois de mai 2006 et dont le court de l'action a progressé de plus de 30% depuis.
- Le groupe pétrochimique TOTAL PETROCHIMICAL qui lui reste sous son aile.

Cette scission devait rendre les deux entités plus performantes nous a-t-on expliqué.
La première conséquence a été l'annonce de 300 suppressions d'emplois sur le site de Carling: il fallait rendre belle la mariée pour les actionnaires.
La deuxième conséquence a été l'accroissement de la charge de travail pour les salariés qui restaient, et cela sans augmentation de salaire.
Il faut continuer à faire des efforts nous a-t-on ré-expliqué, pour pérenniser les emplois et l'activité.

Depuis, TOTAL PETROCHEMICAL vient d'annoncer 300 emplois supprimer sur 5 ans, dont 250 sur Carling, avec fermeture d'ateliers, cette fois ci.
Et quels ateliers! Il s'agit d'un vapocraqueur, longtemps considéré comme le cœur de la plate-forme.

Conséquences : à moyen terme, l'ensemble des activités de TOTAL à Carling, fragiliser l'activité d'ARKEMA, et compromettre l'avenir d'INEOS Sarralbe. C'est une facture de plus de 1900 suppressions d'emplois directs que nous risquons de payer, pour la décennie à venir:
Voilà le prix de cette course aux profits.

TOTAL préfère faire le choix d'investissement au Moyen Orient et en Asie au détriment des besoins nationaux et régionaux, pour gonfler ses marges et faire remonter toujours plus de dividendes aux actionnaires, dont la rémunération connaît une hausse de 15% en moyenne par an.
Par comparaison, les salariés n'ont pas touché plus de 2% d'augmentation en moyenne sur la même période.

Quelques mois plus tard, c'est au tour de la direction locale d'ARKEMA Carling d'annoncer son plan de performances.
Il s'agit de rendre notre site plus compétitif face à la concurrence européenne et mondial, nous a-t-on expliqué.

Mais cette question de performance ne tourne pas autour du développement industriel tels que la création de nouvelles unités de productions, le développement de nouveaux produits ou encore des efforts au niveau environnemental.

Non, il s'agit de performance économique qui ne passe que par des suppressions d'emplois.
La baisse des frais fixes et toujours plus de dividendes pour les actionnaires!
ARKEMA annonce donc la suppression d'une centaine d'emplois sur 5 ans sur le site de Carling.

Encore une fois ce sont les salariés qui vont supporter seuls les efforts de cette restructuration au détriment de leurs **conditions de travail** et de leur **sécurité**.
Nos vies valent plus que leurs profits !

Un plan de performance pour sauver notre activité ?
Nous ne sommes pas dupes !
Il s'agit dans tous les cas d'un plan pour pérenniser les retours sur investissements des actionnaires.

Les salariés ont beau s'opposer à ces projets à travers des manifestations et des actions de grève, ils ne sont pas écoutés.
Certains élus locaux minimisent déjà le problème.
N'auraient-ils pas tendance à faire passer les intérêts de leur famille politique avant celui de la population ?

TOTAL a les moyens : tout s'achète !

Dans une région comme la Moselle déjà fortement touchée par la fermeture des mines de charbons, l'abandon de notre industrie sidérurgique, il est urgent de réagir !

Dans notre région déjà fragilisée économiquement avec un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale, nous ne pouvons pas accepter tête baissée le diktat des intérêts financiers.
Il s'agit de défendre notre avenir et celui de nos enfants.
Il est indispensable de rappeler aux entreprises qu'elles ont un rôle et une responsabilité sociale dans notre pays.
Tous ensemble nous devons réagir !
Ce n'est que tous ensemble que nous ferons changer les choses !
Alors battons-nous tous **ensemble** !